

Forum : AG4 UNESCO

Sujet : Comment assurer à tous un accès libre à une information fiable ?

Membre de l'État-major : FAURE Ilona

Position : Facilitatrice

Introduction

L'accès à l'information est un besoin pour la population d'un État. Aujourd'hui, deux types de moyens existent et sont les principales sources d'information. Il y a le moyen dit "traditionnel" : presse écrite, journal télévisé, radio... Ce type d'information est très prisé mais est aussi plus susceptible d'être soumis à une emprise de la part de l'État ou de la part d'acteurs privés, pour qui l'information, doit être axée sur l'opinion politique du pays où elle émet. Et il y a le moyen de communication dit "nouveau", où l'on trouve toutes les ressources d'Internet et des réseaux sociaux comme Google, Facebook, Twitter et d'autres. Ces nouvelles plateformes ne sont pas dépendantes d'une zone géographique ou d'un avis politique et prônent une accessibilité au plus grand nombre, un lieu d'expression ouvert à tous. Malheureusement ces plateformes sont endiguées par le manque de fiabilité des informations que l'on peut y trouver. De plus, leur utilisation peut être surveillée et/ou contrôlée par certains États qui restreignent leur utilisation souvent à des fins idéologiques. Or ces plateformes sont l'avenir de la communication et de l'information et sont aujourd'hui au centre de l'intérêt public et marqueurs de démocratie. Elles pourraient devenir le moyen d'information le plus libre, si un moyen de contrôler la véracité des informations était trouvé.

Définition des termes clés

Notion d'accès à l'information

Elle a pour objectif de garantir à un public le plus large possible, la mise à disposition de tout événement, tout fait, tout jugement.

Fiable

Quelque chose en quoi ou en qui on peut avoir toute confiance, auquel on peut se fier, garantie par sa vérité reconnue.

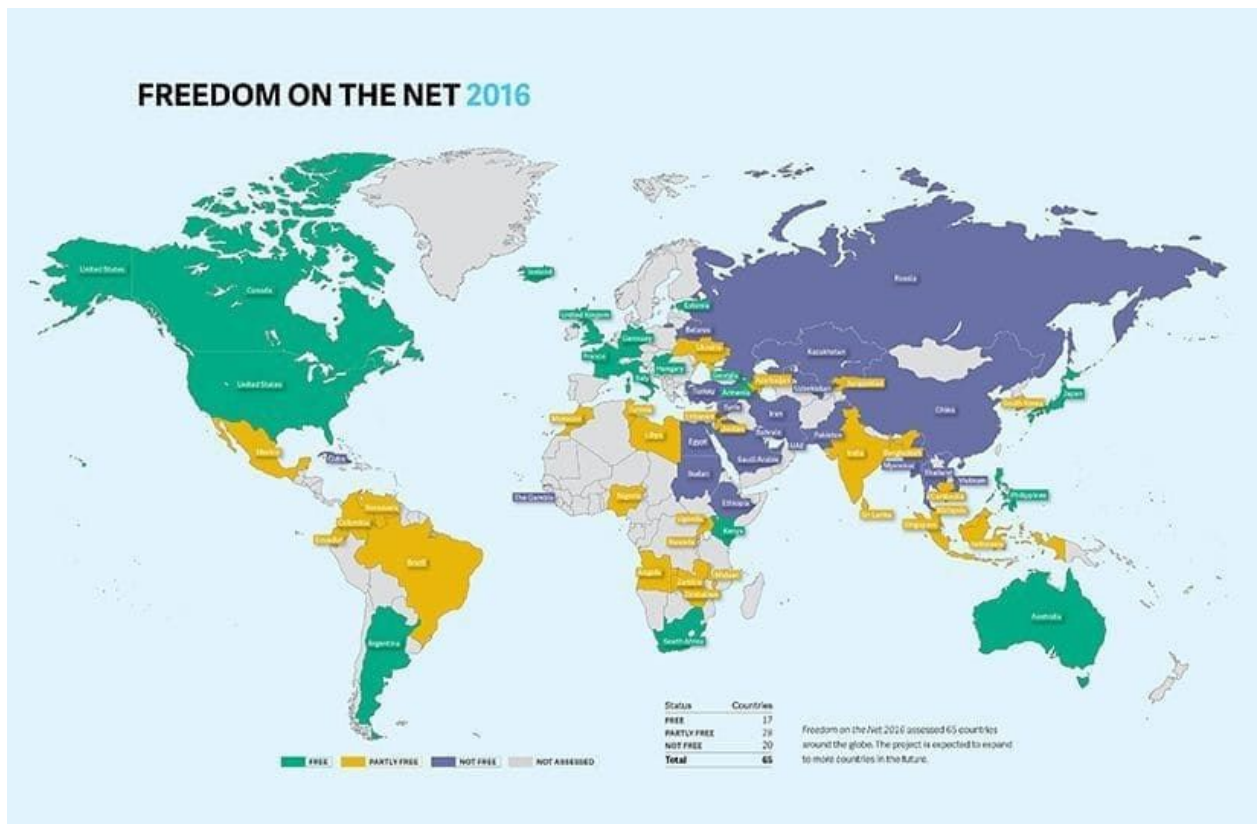
Libre

Un « logiciel » libre en est un dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication par autrui est permise. Ici, "libre" signifie sans entrave, que ce soit de la part d'un État ou d'une quelconque organisation.

Aperçu général

La question de la liberté de l'information dans sa version dite "traditionnelle" est une notion clé au sein des différents régimes politiques. Les régimes, dits dictatoriaux, pratiquent censure et propagande. Les régimes dits démocratiques sont plus complexes même si dans les

faits la liberté de la presse est garantie par des séries de lois. La frontière entre presse d'information et d'opinion peut être fine en raison des attentes de l'opinion publique, le poids des lobbies et des groupes financiers. Mais internet et les réseaux sociaux tels que Google, Facebook, Twitter et WhatsApp ont bousculé le rapport à l'information et à sa consommation. En effet internet permet aux citoyens lambda d'accéder à l'information, d'y participer voire de lutter contre la corruption dans la vie publique, et cela est également devenu une condition indispensable à la promotion de la culture pour tous les citoyens. Mais deux phénomènes entachent ce progrès. La fiabilité des informations qu'on peut y trouver est un vrai problème en effet ce que l'on peut appeler les « fake news » créent des polémiques qui peuvent provoquer des déséquilibres politiques. À ce phénomène s'ajoute le fait que plus de deux tiers des internautes sont victimes de censure et/ou de surveillance des informations, et des échanges privés qui s'effectuent sur ces plateformes. (Voir carte)



Carte « Liberté d'internet en 2016 » freedom house 2017

Cette carte recense les pays en fonction de leur taux de surveillance d'internet vis-à-vis de leur population.

En violet on trouve les mauvais élèves comme la Chine ou la Russie, où la surveillance et la censure sont fortement présentes, où les populations ont un accès très limité et surveillé par leur État. Ainsi la liberté d'information n'est pas respectée car tous ne peuvent pas avoir un accès complet à toute l'information, car celle-ci est filtrée avant d'être diffusée.

En jaune il y a les pays qui exercent une surveillance importante mais pas forcément de censure, donc où l'accès à l'information reste limité.

Enfin, en vert, on voit les pays qui respectent la liberté d'information de leurs populations.

Les pays en gris n'ont pas de valeurs précises qui permettent de les compter dans l'étude. Leur nombre important prouve que tous les États ne peuvent/ne veulent informer la

communauté internationale des contrôles exercés (ou non) sur l'information livrée aux habitants et donc qu'il existe des potentielles entraves dans ces pays aussi.

Ainsi, on voit que la majorité des pays exerce un contrôle plus ou moins important et filtre les informations avant de les diffuser.

Mais le contrôle et la censure ne signifient pas forcément quelque chose de mauvais. En effet, étant donné du nombre important de fausses informations diffusées, les États cherchent parfois des moyens de trouver celles qui ont eu un fort impact afin de le démentir. Dans ce cas, le contrôle n'est pas forcément négatif, bien qu'il entrave d'une certaine manière la liberté à l'information.

Liberté d'expression

La presse est-elle soumise à l'opinion publique, à celle des journalistes ou à aucune ? En effet, les journaux (de quelque sorte que ce soit) sont censés faire preuve d'objectivité, afin de laisser les lecteurs se forger leur propre avis devant des faits neutres. Mais personne ne peut écrire quelque chose de parfaitement neutre, sans jamais donner son avis, parfois même inconsciemment. Ainsi, les mêmes informations varient quelque peu d'un journal à l'autre, en fonction du public visé et de la personne qui écrit.

Ensuite, les lois permettent-elles une information fiable et sans entraves ? Certaines lois énoncent des droits et des devoirs quant à la liberté d'expression, la limitant parfois. Certains pays la limitent dans l'idée du respect envers tous et ainsi éviter les propos racistes, homophobes ou autres. Mais d'autres États la limitent dans le but de maintenir un pouvoir sur leur peuple et garder le dessus. Dans les deux cas, les lois limitent plus ou moins la liberté d'expression, mais si celle-ci est limitée, la liberté d'information qui en découle l'est aussi.

Enfin, quel est le rôle des acteurs privés et publics dans la diffusion d'informations ? Nombreuses sont les questions qui se posent sur la liberté d'expression - quant à l'accès libre et fiable aux informations - et donc la limite entre presse d'information et presse d'opinion.

La fiabilité d'Internet

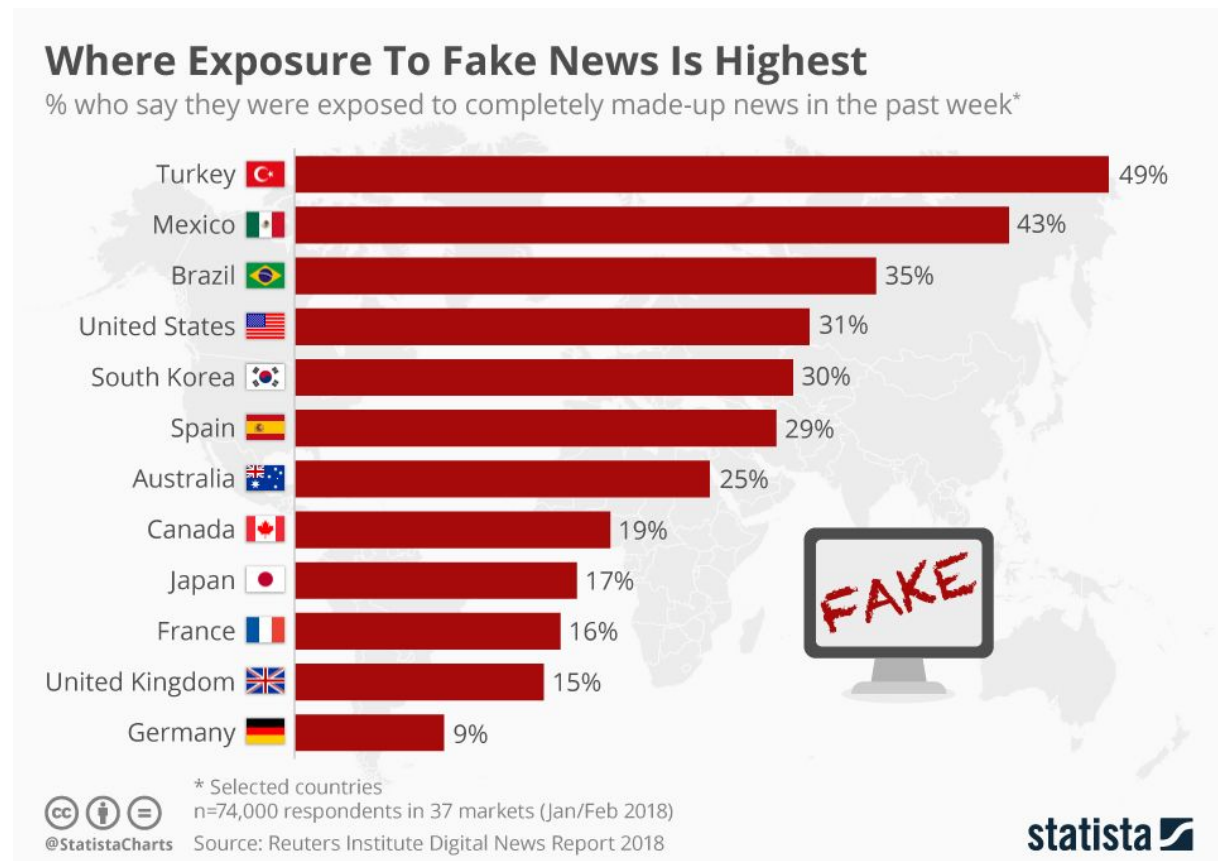
Le rôle d'Internet est-il important et garantit-il une source fiable dans l'accès à l'information ? De plus en plus de personnes suivent l'actualité et s'informent grâce à un Internet, voire par les réseaux sociaux. Mais au fur et à mesure que le nombre d'utilisateurs augmente, le nombre de fausses informations aussi, ainsi que le nombre de piratage et collecte des données. En effet, Internet, par le biais de moyens tels que Facebook, contribue à des problèmes de piratage informatique, Fake news, Leaks et autres. Ainsi, non seulement il s'agit d'un moyen peu fiable au vu du nombre de fausses infos, mais il peut aussi être risqué en ce qui concerne les données informatiques. Et même si ces acteurs privés essaient de mettre en place des solutions de contre-attaque contre ces problèmes, peut-on leur faire confiance ?

Mais l'accès à Internet est-il un droit fondamental ? Ces dernières décennies, ce moyen d'information s'est beaucoup développé et, au vu de l'utilisation intensive de cet outil par beaucoup de personnes, il semble continuer à prendre une part de plus en plus importante dans la vie quotidienne de l'Homme. Bien que très développé dans les pays des Suds, il reste un luxe dans les pays des Nord.

Face à ce développement, l'accès à Internet ne devrait-il pas devenir un droit fondamental, pour mettre toutes les populations de tous les pays sur un pied d'égalité face à l'accès aux informations ? Mais ce questionnement en amène un autre : Internet nous informe-t-il vraiment ? Sachant que tout le monde peut publier ce qu'il veut, avoir son site, faire circuler des infos sans vraiment de moyens de contrôle, comment être vraiment sûr de la véracité des

données trouvées ? Et si tout le monde met vraiment ce qu'il veut, Internet peut-il devenir un danger pour les États ?

Les théories du complot se multiplient ainsi que le nombre d'adhérents à ces théories, les fake news sont de plus en plus nombreuses et les États ne peuvent pas tout démentir. Ainsi, le risque de "révolution" ou de mouvement de masse par des complotistes et des créateurs de fake news augmente et pourrait mettre en danger certains États.



Graphique représentant l'exposition aux fake news en fonction des pays

Ce graphique représente les pays les plus concernés par les fake news. On constate que tous ces pays sont des pays très avancés d'un point de vue technologique. On peut en déduire que bien qu'Internet permette à plus de personnes d'avoir un accès à l'information, il les expose aussi à plus de fausses informations. Il y a donc un juste milieu à trouver entre les pays du Nord où Internet est très utilisé pour suivre l'actualité mais qui donne beaucoup de mauvaises informations, et les pays du Sud, qui ne sont certes pas exposés aux fake news, mais qui n'ont pas un accès facile à l'information.

Pays et organisation concernés :

Pour cette problématique plusieurs points de vue s'opposent, les relations avec les organisations privées et publiques notamment.

Pays où Internet est soumis à une censure et/ou est interdit (rouge et rouge foncé sur la carte) : La Chine, la Corée du Nord, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Syrie, Cuba, la Turquie, la Russie, le Pakistan, la Thaïlande, le Vietnam...

Ces pays voient Internet comme une menace car contraire avec les idées véhiculées par leur régime politique et/ou idéologie, et les réseaux sociaux comme un moyen de manipulation politique et de propagande contre le gouvernement. Les pays dans lesquels le régime politique est proche de la dictature se méfient d'Internet et des réseaux sociaux, car ils ne peuvent tout contrôler. Ainsi, leur population verrait d'autres points de vue sur les informations et découvrirait peut-être même des informations jusqu'alors cachées par le gouvernement. Cela provoquerait sans aucun doute des émeutes et diviserait le peuple en plusieurs parties, ceux qui continuent de suivre le gouvernement et ceux qui ne le croient plus. Pour éviter ces révolutions et garder leur pouvoir, ces pays interdisent ou limitent grandement les capacités d'Internet. Les interdire et/ou les contrôler permet à ces États de certes garder le dessus sur leur population et d'éviter la circulation d'informations contraires à leurs idées, mais ça brime les peuples et les empêche donc d'avoir un accès libre et objectif sur les actualités.

Pays où Internet est soumis à un contrôle (rose et orange sur la carte) les recherches sont surveillées pour éviter toute dérive ou propagation d'idées contraires à celles prônées par le pays:

Le Liban, l'Inde, Singapour, la Corée du Sud, l'Ukraine, l'Indonésie, le Venezuela, le Mexique, la Colombie, le Maroc, le Brésil...

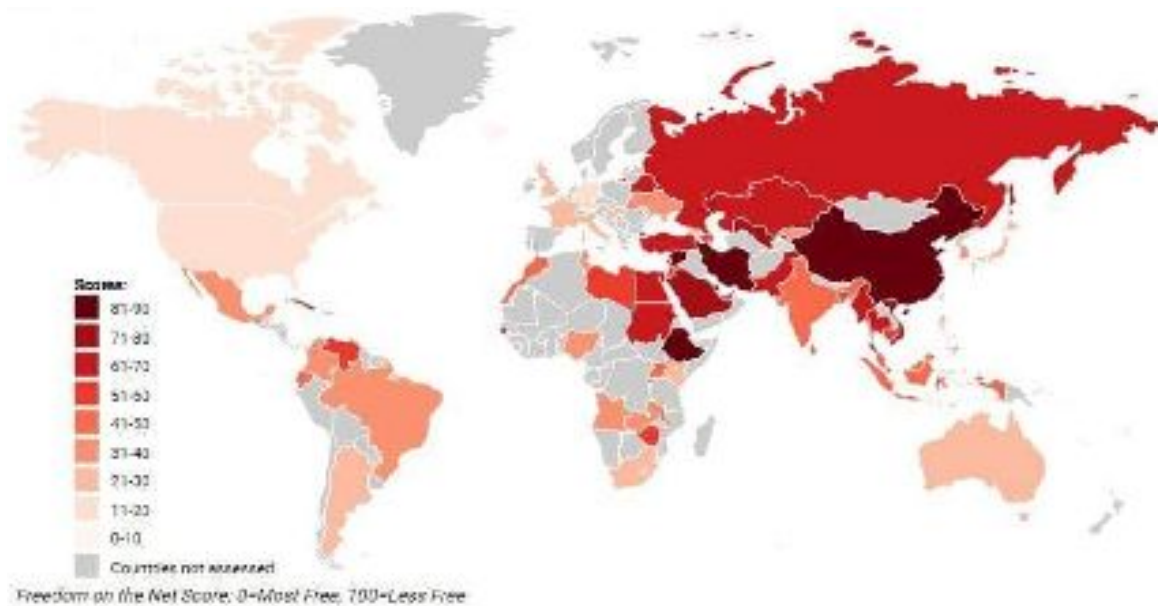
Ces pays contrôlent l'accès de leur population à Internet à des fins politiques, la surveillance est présente pour éviter toute diffamation contre le gouvernement, système qui leur permet de surveiller, contrôler leur population. Dans ces pays, Internet n'est pas totalement interdit par les gouvernements, mais est très encadré : les recherches des utilisateurs sont surveillées dans le but aussi de garder un certain contrôle sur les habitants.

Pays où Internet est libre d'accès (rose pâle à blanc sur la carte) :

Les États-Unis, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Italie, la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Australie, l'Allemagne, le Canada, l'Estonie...

Ces pays ne régulent pas ou peu l'accès à Internet auprès de leur population. Certains exercent une légère surveillance sur certains sujets pour éviter toutes menaces comme la France qui surveille certaines recherches Google en lien avec des organisations terroristes. Cet accès libre est vu comme un marqueur de leur régime démocratique, donc où le peuple est libre.

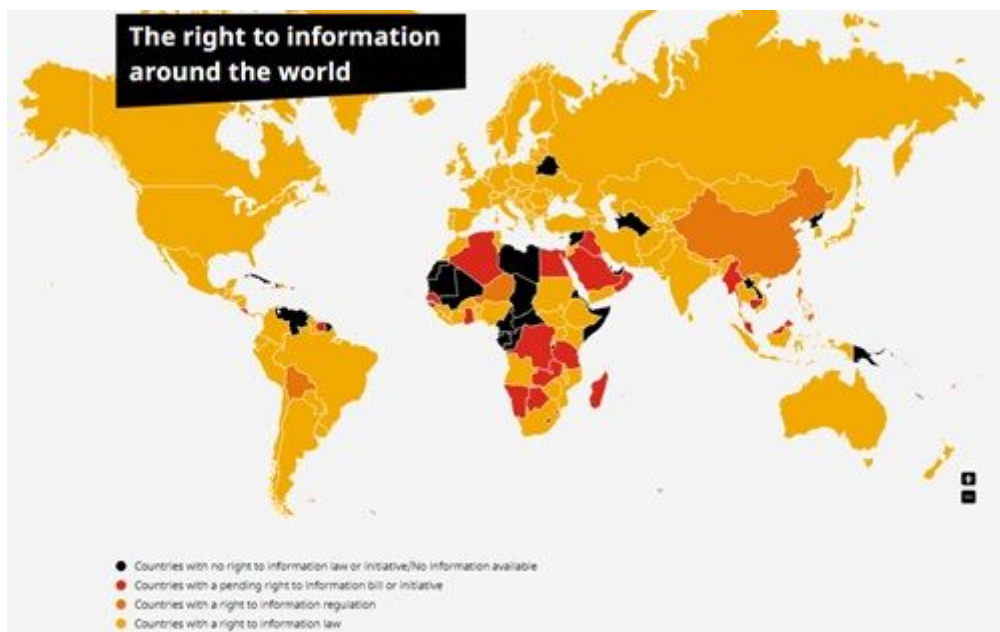
Ici aussi, on voit de nombreux pays sans données, qui sont pour la plupart des pays où Internet n'existe que très peu, voire pas (dans les PMA), tant c'est un moyen luxueux d'accès à l'information.



Carte “ Les scores des Etats sur l'accès à Internet en 2016” Freedom House 2017

Organisations soutenant un accès libre et au plus grand nombre d'Internet :
 L'organisation *Reporters sans Frontières* soutient et se bat pour que le public puisse s'exprimer librement sur Internet et a créé à cet effet une journée contre la cyber censure, aussi appelée Journée Internationale pour la liberté d'expression sur Internet. Elle a pour but de sensibiliser et alerter le public et les instances internationales sur ce problème.

Amnesty International souhaite un accès plus libre, pour tous les pays, à Internet et aux informations, pour peu qu'elles soient véridiques. Elle cherche à appliquer des sanctions à tous les États qui ne respectent pas ces droits, mais ne peut pas tout surveiller.



Carte “Le Droit à l'information autour du monde” Open Data 2018

Cette carte représente le droit à l'information des populations en fonction des pays. En noir se trouvent les pays dans lesquels les populations n'ont aucun accès à l'information, ou dans lesquels l'étude n'a pas de données fiables. Bien que ça ne soit pas une majorité, presque une vingtaine de pays n'ont pas d'accès (facile) à l'actualité ou ne sont pas en capacité de fournir des chiffres. En rouge on trouve tous les pays où les populations ont un droit à l'information très limité et contrôlé par les pays concernés. En orange il y a les pays avec un droit à l'information un peu limité et contrôlé par les pays concernés, mais très faiblement. Seuls deux pays sont concernés par ce cas. La majorité des pays sont en jaunes, ce qui signifie que les populations ont un droit à l'information très libre.

Cette carte nous montre que même si la majorité des populations ont un accès libre à l'information, encore trop de pays contrôlent et censurent de manière plus ou moins forte la diffusion des informations. On voit aussi que tous ces pays concernés sont des pays du Sud, et plus particulièrement les pays d'Afrique. Ainsi, c'est dans les pays les moins développés, et où il n'y a pas forcément de démocraties que le droit à l'information est le moins bien respecté.

Développements récents

Internet et les réseaux sociaux ont pris une place importante dans le monde de l'information et de la politique. Les événements du Printemps Arabe de 2010 à 2012 en sont un exemple. Les peuples du monde arabe (Algérie, Arabie saoudite, Égypte, Liban, Syrie...) se sont servis au début de Facebook et Twitter comme lieux de manifestations pacifiques et réclamations contre leurs gouvernements. Ces peuples se sont ensuite servi d'Internet, de YouTube et autres pour se rassembler, s'exprimer, face à leurs dirigeants mais aussi pour communiquer et alerter la communauté internationale. Leur utilisation a prouvé qu'un mouvement parti d'Internet pouvait avoir de réelles conséquences. En effet, à l'issue du Printemps Arabe, plusieurs pays ont vu leur gouvernement changer de façon différente pouvant créer des désaccords avec la population (Tunisie, Égypte, Yémen, Jordanie...). Les dictateurs voient leurs comptes bloqués ou surveillés, la Tunisie et l'Égypte changent même de dirigeants et de Constitution, les faisant aller dans un sens plus démocratique. D'autres pays comme la Jordanie ont changé de premier ministre, ce qui n'est pas un énorme changement mais déjà un progrès dans des pays liberticides. Certains appellent aussi le Printemps Arabes, la révolution de Facebook, montrant que ces techniques ont eu un rôle dans ces événements.

Implication de l'ONU

En 2011 les Nations Unies déclarent l'accès à Internet comme étant un droit humain fondamental, pour s'engager, prendre position, s'exprimer et parler sans crainte et aucune loi ne peut prendre une quelconque mesure à l'encontre des droits fondamentaux. Toute loi interdisant l'accès à Internet est une violation de la loi internationale et est donc considérée liberticide. C'est dans cette idée que dans son rapport de 2011 l'ONU appelle à la protection de la vie privée d'autrui et invite les États membres à faire en sorte qu'un accès à Internet soit constamment disponible et plus particulièrement en période de troubles politiques. On voit donc que l'ONU s'implique et cherche des solutions pour permettre à tous d'avoir un accès à Internet. Cependant, c'est aux États membres de faire les efforts et d'appliquer ces mesures pour permettre au maximum un accès libre à Internet, sans oublier que celui-ci ne signifie pas forcément l'accès à une information fiable.

Solutions possibles

- Ne pas oublier que le rapport de l'ONU sur ce sujet est une aide précieuse pour les associations et les peuples dans les débats pour la protection des libertés.
- Faire en sorte que les membres du G8 appliquent le projet de protection des droits d'opinion et d'expression malgré leurs lois internes qui favorisent une régulation d'Internet en faveur des droits d'auteur.
- Envisager de possibles sanctions envers les États qui ne respectent pas au moins un accès neutre à l'information, par n'importe quel biais (journaux, radio, télévisions, internet)
- Garantir l'anonymat sur Internet pour garantir la sécurité des individus souhaitant s'exprimer.
- Prendre plus de mesures comme des sanctions vis-à-vis des pays qui ne respecteraient pas les accords afin d'aider une population à garder un accès à Internet surtout en cas de bouleversement politique dans le pays afin de maintenir un lien avec la communauté internationale.
- S'assurer de la fiabilité des infos diffusées sur Internet (et les réseaux sociaux) par la création d'algorithmes qui filtreraient le vrai du faux par exemple.
- Démentir les fakes news avant qu'elles ne prennent trop d'ampleur

Bibliographie et Sitographie

1. "Fiabilité De L'information." Bibliothèque UMonreal, Université de Montréal, bib.umontreal.ca/evaluer-analyser-rediger/fiabilite-information.
2. Larousse, Éditions. Définitions : Information - Dictionnaire De Français Larousse, Larousse, www.larousse.fr/dictionnaires/francais/information/42993.
3. "Liberté Ou Contrôle De L'information : Un Débat Politique Fondamental - Histoire-Géo.-Géopolitique-Sciences Politiques - Première." ASP, www.assistancescolaire.com/eleve/1re/histoire-geo-geopolitique-sciences-politiques/revision-le-cours/1_hgp_11.
4. Liberté ou contrôle de l'information - un débat politique fondamental (1ère partie), Youtube, mars 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=WTYbXk3zklk>
5. L'accès à l'information se fait sur Internet, Nordnet, par Clarisse De Nordnet, septembre 2017: <https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/focus/acces-information-sur-internet-2017.html>
6. Journée Internationale du droit d'accès à l'information, journée mondiale : <https://www.journee-mondiale.com/443/journee-internationale-du-droit-d-acces-a-l-information.htm>
7. Médias français, qui possède quoi, le monde diplomatique, novembre 2019 par Jérémie Fabre : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA>

8. Facebook prend des mesures contre la diffusion d'intox, Nortnet, par Clarisse de Nortnet, novembre 2016 :
<https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/reseaux-sociaux/facebook-mesures-contre-intox-123.html>

9. Piratage, leaks, fake news : l'information politique manipulée sur le web, Nortnet, par Mélanie de Nortnet, mai 2017 :
<https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/focus/macron-leaks-piratage-fake-news123.html>

10. Fact Checking : stop aux intox !, Nortnet, par Mélanie de notnet, avril 2017 :
<https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/focus/fact-checking-stop-aux-intox123.html>

11. Deux tiers des internautes sont victimes de censure dans le monde, Nortnet, par Clarisse de nortnet, mars 2017 :
<https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/focus/journee-mondiale-internautes-cyber-censure-2017.html>

12. L'accès à Internet : un droit fondamental, Notnet, par Clarisse de nortnet, juin 2011 :
<https://blog.nordnet.com/securite-2/dossiers-securite/laces-a-internet-un-droit-fondamental-2.html>

13. La Journée mondiale contre la censure sur Internet, Nortnet, par Clarisse, mars 2016 :
<https://blog.nordnet.com/oeil-sur-le-web/focus/journee-mondiale-contre-censure-internet-123.html>

14. blog Nortnet : <https://blog.nordnet.com/wp-content/uploads/2017/03/carte-censure.jpg>

15. printemps arabe, wikipédia, juillet 2020
https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Printemps_arabe

16. open data, Ojo, septembre 2018, par Nouah Belind :
<https://ajo-fr.org/articles-recents/open-data-les-sites-web-gouvernementaux-pionniers-de-l-acces-a-linformation-en-tunisie>

17. Where Exposure To Fake News Is Highest, Statista, par Niall McCarthy, juin 2018 :
<https://www.statista.com/chart/14265/where-exposure-to-fake-news-is-highest/>